

# Le Nil : fleuve de toutes les convoitises

1998-06-25

*Sophie Garette (Syfia)*

Ceux qui sont remontés à sa source parlent d'un maigre filet d'eau qui serpente entre les herbes folles d'une colline burundaise. Là-bas les gens l'appellent la Kasumo... De ce petit terre du Burundi au delta d'Alexandrie, le Nil traverse parcourt presque 7000 km. Pour l'Egypte, qui le voit mourir dans la Méditerranée, le Nil est un miracle sans lequel elle ne serait qu'un immense désert. Une mère nourricière dont dépend la survie d'un peuple, à tel point que ses habitants surnomment le fleuve "la veine de la vie". Aujourd'hui, 95 % des Egyptiens vivent sur ses rives. Cernée par le désert, sa vallée constitue les seuls 6 % du territoire national cultivable.

Une telle dépendance est aggravée par la position géographique de l'Egypte. Située en aval du fleuve, son existence est entre les mains des pays situés en amont. L'utilisation et le partage des eaux du Nil représentent donc dans cette région un facteur d'instabilité géopolitique important. L'Ethiopie, et surtout le Soudan et l'Egypte, sont les acteurs d'une partition du fleuve toujours remise en question. Le traité qui régit actuellement la répartition des eaux entre le Caire et Khartoum date de 1959. C'est lui qui a décidé de la construction du Haut-Barrage d'Assouan et de trois autres barrages au Soudan. Il fixe aussi les quotes-parts attribuées à chacun des deux pays : 55,5 km<sup>3</sup>d'eau pour l'Egypte, 18,5 km<sup>3</sup> pour le Soudan. Mais aujourd'hui ce partage est loin de faire l'unanimité car les besoins en eau des deux pays ont considérablement augmenté.

Au Soudan, l'agriculture représente actuellement près de 25 % du PIB et emploie environ la moitié de la population active. Les surfaces cultivées se sont beaucoup étendues même si 10 % des terres seulement sont mises en valeur (canne à sucre, sorgho, millet, arachide, manioc, coton). Coté égyptien, la construction du Haut-Barrage d'Assouan a radicalement changé les habitudes agricoles et énergétiques : la disparition de la crue et une irrigation permanente des zones cultivées ont permis de bonifier les terres et d'augmenter le nombre annuel de récoltes. 1,04 million d'hectares ont ainsi été gagnés sur le désert. L'électricité a accru le développement du pays. " C'est extraordinaire, affirme Emad, un Egyptien de 30 ans, en admiration devant le barrage d'Assouan. Nasser a réalisé une œuvre digne des grands pharaons. Avant, nous n'étions jamais sûrs d'avoir de l'eau. Maintenant, ce problème est révolu".

Gaspillages d'une eau rare. Grisés par le sentiment de liberté et de puissance que leur conférait Assouan, les Egyptiens ont oublié que l'eau n'est pas inépuisable. Avec la poussée démographique que connaît le pays, les ressources en eau ne seront plus suffisantes à moyen terme. Malgré la mise en place depuis une dizaine d'années d'un système automatisé d'ouverture et de fermeture des vannes du barrage, le gaspillage est aujourd'hui estimé à près du quart des eaux utilisées. De plus, il n'existe pas de réelle structure de recyclage des eaux, ni de programme concret d'utilisation d'eau dessalinisée. On estime que l'Egypte consomme annuellement 60,7 km<sup>3</sup> d'eau (dont 6 proviennent du pompage). Les usages domestiques ne représentent que 10 % de cette consommation, l'essentiel de l'eau est utilisée pour l'agriculture.

Pour tous les pays du bassin du Nil, il devient crucial d'élaborer une politique commune autour des eaux du fleuve. Mais la partie est loin d'être gagnée. Lors d'une réunion de TeccoNile (organisme de coopération technique sur le Nil rassemblant tous les pays riverains), Ali Chadi, responsable à l'Agence canadienne de développement international (Acidi), résumait ainsi la situation : "Il y a des pays très différents au sein de TeccoNile : quatre figurent parmi les pays les plus pauvres du

monde, trois ou quatre sont en guerre civile de façon quasi permanente, la majorité souffre d'instabilité, tous connaissent une dégradation de leur environnement, une surpopulation et une pénurie d'eau et presque chacun a une culture et une langue différentes".

Sans compter le problème le plus sensible d'une future coopération : une redéfinition du traité égypto-soudanais de 1959 prenant en compte l'Ethiopie qui veut désormais sa part du gâteau. 80 % de l'eau qui coule au Caire provient en effet du Nil Bleu qui prend sa source dans ce pays. En 1978, la menace de construction d'un barrage sur le lac Tana en Ethiopie avait amené Sadate à agiter le spectre de la guerre. Malgré les réticences de l'Egypte et du Soudan, Addis-Abeba veut disposer librement des eaux du fleuve, construire un barrage, et voir ses quotas augmenter.

Vingt ans pour agir. Quant au Soudan et à l'Egypte, après une grave détérioration de leurs rapports depuis 1994, ils semblent avoir enterré la hache de guerre. Le Caire accusait Khartoum d'avoir commandité l'attentat contre Hosni Moubarak en juin 1995 à Addis-Abeba. Mais en février dernier, après quatre ans d'interruption, la navigation fluviale entre les deux frères ennemis a repris. Pour combien de temps ?

Les litiges sont loin d'être résolus. Cependant TeccoNile a amorcé un tournant dans l'histoire du fleuve en sélectionnant, en début d'année, 22 projets de développement du bassin du Nil. En première ligne, un atlas des ressources hydrauliques de la région, qui lui permettrait de mieux gérer les projets d'irrigation. Reste à trouver les fonds nécessaires. Mais il faut faire vite, car chacun des pays du Nil voit croître ses besoins en eau. D'ici 2050, les rives du fleuve accueilleront un milliard de personnes, soit quatre fois plus qu'aujourd'hui, et les experts estiment que dans 20 ans, on ne pourra plus réaliser les projets d'irrigation nécessaires à la fois en Egypte, au Soudan et en Ethiopie. A ce moment là, il sera déjà trop tard...